



Assemblée générale

Distr. générale
19 juillet 2023
Français
Original : anglais

Soixante-dix-huitième session
Point 19 de l'ordre du jour provisoire*
Développement durable

Tourisme durable et développement durable en Amérique centrale

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Soumis en application de la résolution [76/201](#) de l'Assemblée générale sur le tourisme durable et le développement durable en Amérique centrale, le présent rapport fait le point sur les progrès réalisés depuis la publication du précédent rapport sur la question ([A/76/217](#)), en juillet 2021.

* [A/78/150](#).



I. Introduction

1. En décembre 2021, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution [76/201](#) sur le tourisme durable et le développement durable en Amérique centrale, dans laquelle elle a prié le Secrétaire général de l'ONU de lui soumettre, à sa soixante-dix-huitième session, un rapport sur l'application de la présente résolution, qui soit orienté vers l'action et accompagné de recommandations pragmatiques visant à accélérer la réalisation du Programme 2030 à cet égard dans les pays d'Amérique centrale. En sa qualité d'institution spécialisée du système des Nations Unies chargée de promouvoir un tourisme responsable, durable et accessible à tous, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) a établi le présent rapport.

2. Le rapport se fonde, entre autres sources, sur les réponses du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama aux demandes de données récentes que leur avait adressées l'OMT au début de 2023 en vue de suivre l'application de la résolution [76/201](#) à la lumière des faits nouveaux et des progrès enregistrés en matière de tourisme durable et de développement durable depuis le précédent rapport ([A/76/217](#)).

II. Riposte aux problèmes liés à la viabilité mondiale

3. Le secteur du tourisme a été frappé de plein fouet par la grave récession économique mondiale qui a suivi la crise sanitaire liée à la COVID-19 et a été aggravée par une faible croissance économique, une inflation galopante et une hausse des prix du pétrole. En dépit de ces difficultés, les États Membres de la région ont déployé des efforts considérables pour relever et fortifier ce secteur qui constitue un important vivier d'emplois, à la fois formels et informels, et une source majeure de devises étrangères pour plusieurs pays.

4. En 2022, le secteur du tourisme international a enregistré des résultats meilleurs que prévu, soutenus par une forte demande cumulée et la levée ou l'assouplissement des restrictions aux déplacements liées à la COVID-19 dans de nombreux pays, le nombre de touristes internationaux ayant dépassé les 900 millions. Selon les données les plus récentes de l'OMT, le relèvement rapide du secteur s'est poursuivi en 2023 puisqu'on estime à 235 millions le nombre de touristes ayant voyagé à l'étranger au premier trimestre de l'année, soit plus du double qu'en 2022 à la même période, le nombre de visiteurs étrangers en Amérique centrale ayant atteint 98 % de celui de 2019 et plusieurs destinations ayant accusé une croissance hors norme du nombre d'arrivées au premier trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2019, comme El Salvador (+26 %), le Guatemala et le Honduras (+13 %) et la République dominicaine (+11 %)¹.

5. Les examens nationaux volontaires sont des outils essentiels d'évaluation des progrès accomplis et difficultés rencontrées dans la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ; ils permettent également de programmer les nouvelles actions à entreprendre pour les années à venir. En Amérique centrale, certains pays ont procédé à un examen national volontaire à deux reprises, comme le Costa Rica (2017 et 2020), El Salvador (2017 et 2022), le Guatemala (2019 et 2021), le Honduras (2017 et 2020) et le Panama (2017 et 2020), tandis que le Nicaragua a présenté son premier examen en 2021. D'après leur examen national volontaire, tous

¹ Voir *Baromètre OMT du tourisme mondial*, volume 21, n° 2, mai 2023.

ces pays ont manifesté une détermination sans faille dans la mise en œuvre du développement durable en vue d'atteindre ses objectifs et cibles.

6. Afin de maximiser la relation mutuellement bénéfique entre tourisme et conservation de la biodiversité, l'OMT a œuvré à la préparation d'une étude sur l'intégration de la biodiversité aux politiques nationales de tourisme, évaluant le niveau d'intégration de valeurs liées à la biodiversité dans 80 politiques, notamment au Costa Rica, à El Salvador, au Guatemala et au Panama. Il s'agit de comprendre où, comment et pourquoi il est fait référence à des questions de biodiversité et, dans ce cas, savoir si la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité sont abordées et considérées comme prioritaires. Selon un résumé des conclusions, la plupart des politiques (95 %) présentent la nature en tant qu'offre touristique première, ce qui renforce le message selon lequel le tourisme représente une valeur et pourrait jouer un plus grand rôle dans la protection de la biodiversité, à savoir véritablement concourir à la mise en œuvre du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal.

7. En décembre 2022, en partenariat avec World Travel and Tourism Council et Sustainable Hospitality Alliance, l'OMT a lancé, dans le cadre de la quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la biodiversité, un partenariat dénommé Nature Positive Tourism Partnership, une nouvelle forme de collaboration qui réunit des acteurs des secteurs public et privé autour d'une vision des voyages et du tourisme respectueuse et protectrice de la nature, dont l'objectif est d'en finir avec la perte de biodiversité et d'inverser la tendance d'ici à 2030, et de pousser les gouvernements, les entreprises et la société civile à mettre en œuvre le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal. En souscrivant à cette vision, les signataires s'engagent à adopter une démarche promouvant un tourisme respectueux et protecteur de la nature, qui implique de mettre en place des garanties pour la biodiversité, de réduire les émissions de carbone, l'impact de la pollution et l'utilisation non durable des ressources, et de protéger et régénérer la nature et les espèces sauvages.

8. À la suite de la Déclaration de Glasgow sur l'action climatique dans le tourisme, adoptée à la vingt-sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, plus de 800 acteurs du secteur touristique dans 90 pays, dont le Honduras et le Panama, ont souscrit à la Déclaration et se sont engagés à réduire de moitié les émissions de carbone d'ici à 2030 et d'atteindre l'absence d'émissions nettes d'ici à 2050 par l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action pour le climat axés sur les cinq volets suivants : mesurer, décarboniser, régénérer, collaborer et financer.

9. Le rapport de référence sur l'action climatique dans le secteur du tourisme (*Baseline Report on Climate Action in Tourism*), publié en décembre 2022, présente les résultats de l'enquête mondiale réalisée sur ce sujet, qui a permis de collecter les avis de plus de 1 000 parties prenantes, dont El Salvador, le Guatemala et le Panama. En mars 2023 a été publié, en collaboration avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, un rapport présentant un aperçu des méthodes et outils de mesure des émissions de gaz à effet de serre (*Climate Action in the Tourism Sector – An Overview of Methodologies and Tools to Measure Greenhouse Gas Emissions*), élaboré avec l'aide du Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la protection de la nature, de la sûreté nucléaire et de la protection des consommateurs.

10. L'Initiative mondiale sur les plastiques dans le secteur du tourisme, lancée en 2020, codirigée par l'OMT et le Programme des Nations Unies pour l'environnement en collaboration avec Ellen MacArthur Foundation, repose sur une série d'engagements, à savoir éliminer les objets en plastique et emballages plastiques

inutiles posant un problème, intégrer des modèles de réemploi et collaborer et investir pour augmenter l'utilisation de matériaux recyclés dans les produits en plastique ainsi que les taux de recyclage. À ce jour, elle compte 154 signataires (prestataires d'hébergement, organisations de soutien, fournisseurs, voyageurs, plateformes numériques et destinations) de 57 pays, contribuant à la réceptivité des acteurs du tourisme eu égard au futur traité international sur la pollution par les plastiques, y compris en milieu marin, qui est en cours de négociation.

11. La Feuille de route mondiale pour réduire le gaspillage alimentaire dans le secteur du tourisme a été élaborée à l'aide du fonds d'affectation spéciale pluripartenaires One Planet pour la réalisation de l'objectif de développement durable n° 12 et publiée à des fins de consultation publique en décembre 2022, lors du septième Forum mondial du tourisme gastronomique de l'OMT, à la suite de la mise en œuvre d'une série de stages en ligne consacrés à la gestion durable de l'alimentation² ayant été dispensés à plus de 300 parties prenantes, et de la création d'un répertoire numérique regroupant 15 outils et ressources. La version finale de la Feuille de route, qui tiendra compte des avis recueillis dans le cadre du processus consultatif, devrait être rendue publique au troisième trimestre de 2023.

12. En avril 2023, l'OMT a accueilli l'observatoire du tourisme durable de Tlaxcala (Mexique) dans son réseau international d'observatoires du tourisme durable qui ne cesse de croître, ce qui a porté à 37 le nombre d'observatoires membres, dont celui du Guatemala, ceux-ci s'efforçant avec détermination d'améliorer en permanence la durabilité et la résilience du tourisme dans les lieux de destination par un contrôle systématique, régulier et en temps réel des effets du tourisme sur l'économie, l'environnement et la société. Des webinaires organisés régulièrement sur des questions relevant de domaines clés concourent aux travaux menés par le réseau.

13. En partenariat avec la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales et l'Organisation internationale du Travail, l'OMT conduit l'élaboration d'une nouvelle règle de mesure de la durabilité du tourisme. Un exemple de mesure ne se limitant pas au PIB³, le cadre statistique de mesure de la durabilité du tourisme permet de générer des données crédibles, se prêtant davantage à la comparaison et intégrant une dimension économique, sociale et environnementale, qui sont propres à orienter les décisions et les politiques. En décembre 2022, sous les auspices du Comité pour les statistiques et le compte satellite du tourisme de l'OMT, le groupe d'experts pluridisciplinaire et multipartite pour la mesure de la durabilité du tourisme a tenu sa troisième réunion, durant laquelle il a approuvé une feuille de route pour l'achèvement du cadre, lequel sera soumis à la Commission de statistique pour approbation en 2024. Vingt-cinq pays, dont le Costa Rica, et des lieux de destination infranationaux ont mis en œuvre le cadre à titre expérimental⁴.

² Voir à l'adresse suivante : <https://www.oneplanetnetwork.org/programmes/sustainable-tourism/food-waste-reduction/training-series>.

³ Note d'orientation 4 élaborée au titre de Notre Programme commun, « Valuing What Counts » (publication des Nations Unies, 2023).

⁴ Voir OMT, *Measuring the Sustainability of Tourism – Learning from Pilots* (Madrid, 2022) et OMT, *Experiences from Pilot Studies in Measuring the Sustainability of Tourism: a Synopsis for Policy Makers* (2020).

III. Actions et initiatives visant à promouvoir le tourisme durable et le développement durable dans la région de l'Amérique centrale

14. En tant qu'outil de développement, le tourisme offre des possibilités considérables tant au niveau local qu'en matière de développement économique. Il est toutefois l'un des secteurs qui ont été le plus touchés par la pandémie de COVID-19, avec des entreprises et moyens de subsistance ayant subi de plein fouet les effets d'une récession économique profonde et soudaine, en particulier dans les pays dépendants du tourisme et au détriment des femmes et des jeunes qui trouvent dans le secteur touristique une importante source d'emplois et de revenus.

A. Favoriser le développement économique par le tourisme dans la région de l'Amérique centrale

15. Depuis 2020, on estime que la pandémie de COVID-19 a causé des pertes s'élevant à 2 600 milliards de dollars dans le secteur du tourisme international. Les recettes du secteur ont chuté de 62 % en 2020, de 59 % en 2021 et de 36 % en 2022 par rapport à 2019, en valeur réelle, le montant de ces pertes étant estimé pour les Amériques à 560 milliards de dollars (22 % du total)⁵.

16. En 2022, les dépenses dans le secteur touristique ont connu un très fort rebond, ramenant les recettes au niveau d'avant la pandémie dans de nombreux lieux de destination. Toujours en 2022, les recettes du tourisme international atteignaient à nouveau 1 000 milliards de dollars, soit une augmentation de 50 % en valeur réelle par rapport à 2021 et un niveau équivalant à 64 % de ce qu'il était avant la pandémie. Cette embellie a résulté d'une augmentation du montant moyen des dépenses au cours de séjours plus longs, de la disposition des touristes à dépenser davantage sur leur lieu de destination et de frais de voyage plus élevés en raison de l'inflation. Parmi les destinations d'Amérique centrale pour lesquelles les recettes touristiques, en 2022, se sont rapprochées de leur niveau d'avant la pandémie ou l'ont dépassé, on trouve El Salvador (1 864 millions de dollars, +42,8 %) et le Nicaragua (596 millions de dollars, +15,6 %), le Honduras se rapprochant du niveau antérieur à la pandémie avec 540 millions de recettes⁶.

17. Le Gouvernement nicaraguayen ayant pris des mesures de soutien au secteur touristique durant la pandémie, le nombre d'arrivées de touristes en 2022 atteignait 63 % de celui qu'il était avant la pandémie. Ce relèvement s'est accompagné d'une augmentation des dépenses quotidiennes et de la constitution d'un stock de devises étrangères plus important qu'avant la pandémie. Les femmes sont les principales actrices du secteur, représentant 51,8 % de la main d'œuvre ; l'industrie touristique repose par ailleurs à 90 % sur des microentreprises et des petites et moyennes entreprises.

B. Rôle catalyseur du tourisme dans l'avancement de la durabilité à l'échelle nationale

18. Dans la région de l'Amérique centrale, l'élaboration et la mise en œuvre de politiques nationales visant à inscrire le tourisme au cœur d'un relèvement durable et écologique progressent de manière continue.

⁵ Voir *Baromètre OMT du tourisme mondial*, volume 21, n° 2, mai 2023.

⁶ Voir *Baromètre OMT du tourisme mondial et annexe statistique*, volume 21, n° 2, mai 2023.

19. Le Costa Rica est l'un des fers de lance de la mise en œuvre de politiques environnementales et de développement durable, a signé une série d'engagements nationaux et internationaux dans les sphères environnementale et sociale et est devenue membre d'organisations comme l'Organisation de coopération et de développement économiques⁷. La plupart des mécanismes dont s'est doté le pays pour remplir son engagement de contribuer aux objectifs mondiaux de conservation et de développement durable sont soit directement soit indirectement liés au secteur touristique, y compris des mécanismes établis avant 2021 tels que la contribution déterminée au niveau national pour s'adapter aux effets du changement climatique, le plan national de décarbonisation, le plan national d'adaptation et la stratégie économique territoriale, entre autres.

20. Le plan national de tourisme du Costa Rica pour la période 2022-2027, publié en 2022, préconise un modèle de développement touristique fondé sur trois composantes : durabilité, innovation et inclusion. Il vise à promouvoir un tourisme résilient qui soit pratiqué de manière viable et dans le respect du patrimoine culturel, qui contribue à l'amélioration de la qualité de la vie des communautés dans les différentes régions du pays et reste le principal moteur de l'économie costaricienne. L'action est déployée dans divers domaines contribuant au développement durable, dans le cadre d'une série de programmes incitant les entreprises du secteur touristique et les acteurs locaux à recourir davantage aux pratiques durables dans leurs activités professionnelles et au sein des communautés.

21. Le nouveau plan de tourisme d'El Salvador à l'horizon 2030 a pour mission de renforcer la position du pays en tant que destination touristique compétitive intégrant tous les aspects de la durabilité, par la gestion efficace de l'offre et de la demande touristiques, en renforçant le cadre institutionnel du secteur et en promouvant un développement socioéconomique qui génère des emplois et des revenus et améliore les conditions et la qualité de vie de la population, garantissant ainsi la valorisation et la conservation du patrimoine historique, naturel et culturel de la destination, ainsi qu'une expérience satisfaisante pour les touristes.

22. Grâce aux travaux coordonnés interinstitutions menés par les organismes publics salvadoriens chargés respectivement de l'économie, des travaux publics, des ressources naturelles, de la sécurité publique, de la santé, de la gouvernance et du développement territorial, la Direction générale des migrations et de l'immigration et la Banque salvadorienne du développement, les destinations touristiques et leurs habitants ont connu un certain développement, qui s'est concrétisé par l'amélioration et le prolongement des voies d'accès, le traitement des eaux usées, l'accès aux nouvelles technologies, des plans nationaux pour la gestion de l'environnement concernant entre autres l'élimination des déchets, les destinations touristiques et des compétitions de surf, et s'est accompagné d'un renforcement des capacités et de l'accroissement des moyens de subsistance liés au tourisme.

23. La mise à jour de la politique nationale de développement du tourisme durable du Guatemala pour la période 2012-2022, qui est effectuée dans le cadre d'une démarche participative, est près d'être achevée. Le deuxième volet, relatif au développement du tourisme durable, fait l'objet d'un examen qui met l'accent sur l'objectif stratégique consistant à mettre la durabilité au cœur du développement du tourisme national. Il est prévu d'ajouter un nouveau volet stratégique, Gestion des risques de catastrophe aux fins d'un développement touristique résilient, qui comprend cinq grandes orientations : amélioration de la connaissance du risque de

⁷ Francisco Ernesto Préstamo Gil et Jorge Zúñiga Gamboa, « Analysis of policies and strategies implemented in Costa Rica for sustainable development, in the monetary, production and consumption sectors » *Universidad y Sociedad* (University and Society) vol. 12, n° 1 (février 2020).

catastrophe dans le secteur touristique ; préparation aux catastrophes et continuité des opérations du secteur ; gouvernance propre à assurer un développement du tourisme qui soit durable, résilient et adapté ; préparation à une reprise après sinistre dans le secteur, qui soit effective et résiliente ; réduction des risques de catastrophe et production de valeur dans le secteur par la promotion d'investissements dans la résilience et d'actions globales et intersectorielles.

24. Le plan-cadre pour un tourisme durable au Guatemala (2015-2025) comporte huit volets, dont il est à noter que la plupart visent à la modernisation des structures institutionnelles du secteur, tant publiques que privées, l'objectif étant de réaliser un développement touristique coordonné et effectif. Dans la ligne de la politique nationale, le volet 2 du plan-cadre traite de l'importance d'une application progressive des critères définis par le Conseil mondial du tourisme durable et de l'adoption du Code mondial d'éthique du tourisme, ainsi que des difficultés associées.

25. En 2022, l'Institut hondurien du tourisme a mis en place une politique du tourisme prônant la création d'organisations de gestion des destinations dans 11 territoires à destinations multiples. La démarche s'inspire des directives édictées par l'OMT en matière de tourisme inclusif et durable. Il s'agit de renforcer la synergie entre le secteur public, le secteur privé, les communautés locales et les milieux universitaires en vue de la gestion globale et du développement durable des destinations touristiques dans quatre domaines stratégiques : qualité et compétitivité ; statistiques du tourisme ; gestion du patrimoine naturel, culturel et historique ; marketing et marchandisation.

26. Le Nicaragua s'emploie à développer et à promouvoir un tourisme durable, responsable, inclusif et accessible à tous. Dans le plan national de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement humain (2022-2026), le tourisme relève de l'économie créative. La politique nationale du tourisme continue de promouvoir le développement durable du secteur, visant à un renforcement du potentiel du Nicaragua en tant que destination touristique et à une gestion efficiente des politiques, stratégies, programmes et projets de manière complémentaire et dans le cadre de la responsabilité partagée entre les acteurs du secteur, l'objectif étant de réduire la pauvreté et d'améliorer la qualité de la vie de la population.

27. Le plan directeur pour le tourisme durable (2020-2025) du Panama, que l'UNESCO a loué comme un exemple de plan novateur et durable, a conduit à réactiver la stratégie nationale en matière de tourisme, de conservation et de recherche. Cette stratégie met l'accent sur trois aspects fondamentaux du patrimoine national : le patrimoine culturel (facettes multiples) ; le patrimoine vert (extraordinaire biodiversité) et le patrimoine bleu (merveilles océaniques).

28. Le Panama s'emploie à mettre au point un modèle de développement touristique durable impliquant de gérer en continu et d'utiliser de manière responsable les forêts et les milieux marins à des fins touristiques, qui soit axé sur la préservation et la régénération du patrimoine naturel, et propre à améliorer la qualité de la vie des communautés rurales sans nuire à l'environnement et en atténuant les effets des changements climatiques. Ce modèle a été l'objet d'une reconnaissance internationale du fait qu'il autonomise les populations locales, le pays ayant été primé meilleure destination mondiale par Newsweek dans le cadre de l'édition de 2021 de sa manifestation consacrée à l'avenir du voyage (Newsweek Future of Travel Awards).

C. Le tourisme, un facteur essentiel de développement économique et social et de réduction de la pauvreté

29. La pandémie de COVID-19 a eu des effets négatifs à l'échelle mondiale, y compris en El Salvador. Le Gouvernement national a toutefois réagi rapidement en prenant des mesures relatives aux liquidités, à la sécurité biologique, aux infrastructures et à l'information et la promotion commerciales. Des plans d'action et des indicateurs ont été définis pour permettre le relèvement du secteur, tirer parti de la crise en tant qu'occasion de procéder à des améliorations et transformer le pays en une destination touristique sûre. Selon les données recueillies par la Société salvadorienne du tourisme, en 2022, 2,5 millions de visiteurs du monde entier ont été accueillis dans le pays, où leurs dépenses se sont élevées à 2,649 milliards de dollars. Cette somme a contribué au PIB à hauteur de 8,28 % jusqu'au troisième trimestre de 2022.

30. Le tourisme constitue une source majeure de revenus et de devises pour le Costa Rica. Avant la pandémie de COVID-19, le secteur contribuait à hauteur de 5 % au PIB et générait un nombre important d'emplois. En 2020, la survenue brutale de la pandémie a porté un coup considérable à cette activité, essentiellement en raison de la fermeture des frontières. À compter de la fin de 2020, grâce à la réouverture de celles-ci et aux progrès de la vaccination, le relèvement s'est amorcé. Les gains tirés du tourisme, qui s'élevaient à plus de 3,9 milliards de dollars en 2019, ont chuté brutalement à 1,3 milliard en 2020, ont connu une légère embellie à 1,7 milliard en 2021⁸ puis une augmentation notable à 3,1 milliards en 2022.

31. Le tourisme est l'un des principaux secteurs de l'économie au Guatemala et le quatrième pour ce qui est de la production de recettes en dollars⁹. Le pays a subi de plein fouet les effets de la pandémie : en 2020, la contribution du tourisme à l'économie globale a chuté d'environ 50 %, sa contribution au PIB passant de 5,8 % en 2019 à 2,8 % en 2020. Les recettes du tourisme, qui s'élevaient à 1 221 millions de dollars en 2019, ont chuté brutalement à 327 millions de dollars en 2020, se sont légèrement accrues à 388 millions de dollars en 2021 puis se sont notablement redressées, atteignant 987 millions de dollars en 2022¹⁰.

32. L'année 2022 a été la deuxième année consécutive durant laquelle le nombre de visiteurs au Honduras a augmenté, après avoir connu une chute de 71,9 % en 2020 du fait de la restriction des déplacements imposée dans le cadre de la lutte mondiale contre la COVID-19. En 2019, les entrées de visiteurs ont généré des recettes en devises d'un montant de 549 millions de dollars qui a chuté fortement à 155 millions de dollars en 2020¹¹. Selon les estimations de l'Institut hondurien du tourisme, les recettes en devises s'élevaient à 548,9 millions en 2022, soit une augmentation de 80,0 % par rapport au montant enregistré en 2021¹².

33. Au Honduras, des projets sont promus dans le cadre d'un modèle collaboratif d'exécution et d'investissement visant à rendre le tourisme plus attractif et à faire en sorte que ce secteur offre de véritables possibilités aux groupes les plus vulnérables

⁸ *Baromètre OMT du tourisme mondial*, numéro de mars 2022.

⁹ España Exportación e Inversiones (Institut espagnol du commerce extérieur), « Estudio de mercado 2022: el mercado de turismo en Guatemala » (Étude de marché pour 2022 : le marché du tourisme au Guatemala) (Guatemala, 2022).

¹⁰ *Baromètre OMT du tourisme mondial et annexe statistique*, vol. 21, n° 2, mai 2023.

¹¹ *Baromètre OMT du tourisme mondial*, numéro de mars 2022.

¹² Institut hondurien du tourisme, « Ingreso de visitantes a Honduras (enero – marzo de 2023) » (Entrée de visiteurs au Honduras de janvier à mars 2023). Disponible à l'adresse suivante : <https://iht.hn/es/turismo-receptor>.

et appuie la réduction de la pauvreté. Un processus de renforcement des associations locales de tourisme a démarré afin de donner plus de moyens aux communautés en matière de gestion, 32 groupes de femmes, de jeunes, d'autochtones et de populations locales vivant dans des lieux prisés des touristes ayant été considérés prioritaires à cet égard.

34. Au Panama, le tourisme repose essentiellement sur les microentreprises et petites et moyennes entreprises, qui représentent 90 % du secteur¹³. En 2022, on a enregistré une augmentation de 141,9 % du nombre d'entrées de visiteurs en provenance du monde entier par rapport à 2021. Les recettes générées par le tourisme ont atteint 4 720,6 millions de dollars, ce qui a représenté 105,1 % d'augmentation par rapport à l'année précédente, en dépit des effets de la pandémie de COVID-19.

35. Le Panama s'efforce avant tout de privilégier des expériences touristiques qui sont l'apanage du « voyageur responsable », lequel, conformément à la tendance mondiale, prône l'authenticité au bénéfice des communautés locales et dans le respect de leur environnement. De telles expériences contribuent à la protection des ressources naturelles et culturelles et s'inscrivent dans le modèle associant tourisme, conservation et recherche, auquel les populations locales sont associées et qui vise à leur fournir des revenus tirés des dépenses de voyageurs responsables, en remplacement d'activités économiques non durables. Ainsi, l'activité touristique sur Isla Cañas est passée de la vente d'œufs de tortue à l'organisation de visites guidées d'observation de la nidification et de l'éclosion des œufs de ces animaux, qui est productrice de revenus durables.

36. À la suite de la présentation du plan pour 2023 de la Direction panaméenne du tourisme, le Conseil national du tourisme a approuvé la résolution par laquelle il est donné priorité au rôle que jouent les populations locales dans l'organisation des expériences touristiques qui permettent aux voyageurs d'entrer en contact avec le patrimoine du pays, riche et divers tant sur le plan naturel que culturel.

37. En 2022, avec l'aide de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Nicaragua a mené un projet consacré à l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes vivant en milieu rural dans l'agrotourisme, qui visait à donner davantage de moyens de subsistance aux personnes appartenant à ces catégories sociales, ainsi qu'à leurs communautés, compte dûment tenu des effets de la COVID-19 et des changements climatiques, au moyen d'initiatives durables destinées à permettre un relèvement égalitaire et adapté sur le plan culturel d'ici à 2025. Ce projet a porté ses fruits dans le cadre de 20 initiatives d'agrotourisme mis en œuvre dans 19 communautés des départements de Boaco, de Chontales, de Jinotega et de Matagalpa. Il a comporté trois volets : la mise en œuvre du programme d'agrotourisme dans les fermes situées dans les zones rurales prioritaires ; une action de renforcement des capacités dans quatre institutions publiques à des fins de formation des acteurs de l'agrotourisme à l'échelon local, la priorité étant allée aux femmes et aux jeunes autochtones vivant en milieu rural ; une campagne de communication pour la promotion et la marchandisation des attractions touristiques en milieu rural, dans les zones pourvues de chaînes d'approvisionnement prioritaires.

38. Le projet mis en œuvre au Nicaragua était lié à l'initiative mondiale lancée par la FAO en association avec l'OMT, intitulée « 1,000 Digital Villages » (1 000 villages numériques). Cette initiative encourage l'agrotourisme en tant que possibilité offerte aux ménages ruraux de diversifier leurs sources de revenus par la promotion de

¹³ Leda Peralta Quesada, *Tourism in Central America and the Dominican Republic in the face of digital technologies: challenges and opportunities for MSMEs* (Mexico, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 2021).

solutions numériques propres à satisfaire les besoins des communautés impliqués dans la mise en œuvre d'expériences touristiques en milieu rural.

39. Le Nicaragua continue de renforcer les compétences des acteurs principaux du secteur touristique, dont les responsables et les fonctionnaires en charge des services fournis aux touristes et aux visiteurs, l'objectif étant d'améliorer la qualité des prestations et des produits. L'accent est mis en particulier sur les microentreprises et petites et moyennes entreprises, qui comptent pour 90 % des entreprises du secteur. En 2021 ont été organisées trois opérations de partage d'expériences qui ont permis de mettre en avant des cas de réussite et d'encourager et de promouvoir l'entrepreneuriat sous le slogan « L'entreprise durable au Nicaragua ». Par ailleurs, 1 607 ateliers au total ont été animés en 2021 et 2022 au bénéfice de 2 923 participants travaillant dans le secteur, sur des sujets tels que la connaissance et la protection du patrimoine, la gestion des déchets, l'écotourisme (gestion des espèces) et le tourisme sportif.

D. Progrès accomplis dans le cadre d'initiatives de protection de l'environnement, du patrimoine culturel et de la biodiversité, et en matière de gestion locale des ressources naturelles utilisées dans le secteur touristique

40. La pandémie de COVID-19 a exercé une pression accrue sur la protection de la diversité biologique, la conservation du patrimoine et le tissu culturel et social de la population locale, en particulier des peuples autochtones et des groupes ethniques. De nombreux problèmes demeurent et exigent le déploiement d'un surcroît d'efforts pour orienter les pays de la région vers la croissance et le développement durable, à la fois individuellement et collectivement, dans les zones urbaines et en milieu rural.

41. El Salvador s'emploie à développer le potentiel de destinations touristiques spécialisées telles que la ceinture de feu du Pacifique, Coffee Vital Experience et Surf City (phase 2). Ces initiatives visent à tirer parti des possibilités territoriales et de la demande sur le marché du tourisme pour favoriser le développement local et préserver le patrimoine socioculturel. Elles s'inscrivent dans une initiative plus large, dont un condensé figure dans le plan national du tourisme à l'horizon 2030 et qui prône la sensibilisation du public, des groupes de population et des parties prenantes du secteur à la nécessité de voir le tourisme suivre la voie du développement durable, ce qui doit passer par un essor socioéconomique créateur d'emplois et de revenus, propice à l'amélioration des conditions et de la qualité de la vie de la population, et garantissant la valeur et la conservation du patrimoine historique, naturel et culturel de la destination, ainsi qu'une expérience de vie riche et satisfaisante pour les touristes.

42. Le Ministère salvadorien du tourisme, la Société salvadorienne du tourisme et l'Institut salvadorien du tourisme s'efforcent, en collaboration avec le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, d'éliminer les produits en plastique jetables. La stratégie mise en œuvre prévoit d'intégrer progressivement des critères de respect de l'environnement dans la passation des marchés publics et d'interdire lesdits produits dans les zones naturelles protégées et les parcs de loisirs. Le projet intitulé « Baleine vivante » (*Ballena Viva*) a permis de favoriser l'observation responsable des baleines dans la zone naturelle protégée de Los Cóbano et sur le site Ramsar. Dans ce cadre, les voyagistes et les touristes reçoivent une formation sur les protocoles touristiques responsables applicables et il est demandé à tous les prestataires de services de respecter les directives relatives à l'observation responsable des baleines, figurant dans le manuel. Le Ministère du tourisme s'est également associé à la campagne « Mission océan » pour la préservation de la diversité biologique et la restauration de l'écosystème marin se trouvant dans la même

zone, dans la droite ligne de l'objectif de développement durable n° 14, à savoir conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable.

43. Le succès remporté par les compétitions de surf organisées en 2022 à l'échelle internationale et en Amérique latine, dans le cadre de la stratégie Surf City, continue de faire figure d'objectif de référence dans la région en termes de sécurité biologique et de pratiques durables. Les activités, organisées en collaboration avec le Ministère du tourisme et de la sécurité publique, entre autres parties prenantes, ont consisté à mener des campagnes intensives de nettoyage dans des lieux touristiques très fréquentés et des actions responsables d'élimination des déchets solides.

44. En 2023, El Salvador prévoit de s'engager dans la deuxième phase de sa stratégie Surf City qui est financée par un prêt de la Banque interaméricaine de développement. Cette phase comprendra une composante Gestion de l'environnement et des actions axées sur les changements climatiques, la planification territoriale, des programmes de certification des plages et la gestion des déchets solides, entre autres, toutes visant à développer le tourisme et à améliorer les conditions de vie des populations locales.

45. À la fin de 2020, le Honduras a publié un décret portant déclaration d'un état d'urgence maritime dû à la propagation rapide d'une maladie touchant les tissus des coraux durs. L'Institut hondurien du tourisme, l'un des membres du comité de supervision de l'exécution du décret, a dispensé une formation aux principaux acteurs sur les moyens de répondre à la maladie dans les zones où des cas avaient été signalés.

46. En 2021, une aide technique a été apportée à l'élaboration d'un plan relatif à l'utilisation publique de l'aire marine protégée de l'archipel hondurien des Cayos Cochinos. Le plan vise à faire en sorte d'assurer un tourisme durable et la conservation de la biodiversité dans les aires relevant du système national des zones protégées du Honduras. Un nouveau plan relatif à la protection d'autres zones protégées doit être publié en 2023.

47. Au Honduras, en 2022, afin de donner effet aux mesures visant au développement de produits touristiques, en particulier en matière d'observation des oiseaux, deux brochures ont été publiées sur le sujet, concernant les destinations de Tela, Atlántida et Layo de Yojoa. Ces deux publications avaient pour objectif de faciliter l'observation des oiseaux et leur conservation et de promouvoir l'éducation écologique et la culture touristique dans la population générale, et d'améliorer par là-même la connaissance des oiseaux du pays et de promouvoir le patrimoine naturel et culturel.

48. Le Nicaragua continue d'encourager les actions favorisant le développement du tourisme durable dans les zones protégées, par la collaboration entre divers acteurs des secteurs public et privé, ces efforts contribuant à la conservation et à la préservation du patrimoine naturel et offrant des solutions économiques autres aux familles et aux communautés, ce qui concourt à la réduction de la pauvreté. Au nombre des initiatives mises en œuvre, on peut citer l'intégration, en 2020, du géoparc Río Coco dans le réseau mondial des géoparcs de l'UNESCO, qui a élargi l'offre nationale touristique et a mis l'accent sur le rôle du tourisme dans la conservation de la biodiversité et la protection du patrimoine historique et culturel. Le Nicaragua s'emploie actuellement, avec les parties prenantes intéressées, à désigner l'île Ometepe et la chaîne de montagnes Amerrisque comme des géoparcs, aux fins de leur inclusion dans le réseau susmentionné.

49. En janvier 2021, l'Assemblée nationale du Nicaragua a approuvé une loi portant institution et définition de la réserve de biosphère caribéenne du Nicaragua. Cette loi vise à faire progresser le développement humain et économique durable en favorisant

la conservation et l'accroissement de la biodiversité des systèmes marins côtiers, l'utilisation adéquate des engins de pêche et l'entretien d'une dynamique socioculturelle et écologique au niveau local, national et mondial. Le pays s'est également doté d'une réglementation concernant l'observation des baleines.

50. Le 19 mai 2021, le Nicaragua a reçu le prix d'excellence 2020 du tourisme pour le projet intitulé Vive Solentiname sans plastique ! (*Viva Solentiname libre de plástico*), financé par l'Agence allemande de coopération internationale, dont l'objectif est de promouvoir l'éducation écologique dans la zone protégée des îles Solentiname. Le Nicaragua continue également de lancer diverses campagnes et stratégies de sensibilisation destinées à dispenser une éducation écologique en vue de la protection et de la conservation de son environnement naturel, telles que la stratégie intitulée « J'aime ma ville propre » (*Yo amo mi municipio limpio*), la campagne intitulée « Ensemble, nous protégeons nos tortues de mer » (*Junt@s conservamos nuestras tortugas marinas*) et la campagne nationale de reboisement intitulée « Vert, comme j'aime le vert » (*Verde, que te quiero Verde*).

51. En octobre 2021, le Nicaragua a approuvé une loi par laquelle Corn Island (île du Maïs), Little Corn Island (petite île du Maïs) et Blowing Rock sont décrétés paysages et aires marines protégés compte tenu de leur grande diversité biologique et des possibilités que ces sites offrent en termes de développement touristique. Cette loi vise à la conservation des zones humides, à la gestion de la pêche, à la manutention des déchets solides et à la prévention du changement d'affectation des terres destinées aux activités d'élevage. En avril 2022, les autorités municipales de Corn Island ont approuvé une ordonnance réglementant l'entrée, l'utilisation et la marchandisation des plastiques à usage unique dans la zone protégée. Dans le cadre d'un dispositif progressif mis en route en février 2023, l'introduction de matières plastiques non réutilisables (telles que bouteilles, assiettes, gobelets, couverts et pailles) sera limitée pour réduire les effets sur l'environnement, pour protéger les ressources naturelles et pour favoriser les pratiques écologiques et le tourisme durable.

52. En janvier 2021, la Direction panaméenne du tourisme, en partenariat avec le Ministère de l'environnement, a lancé, avec l'objectif de créer des sentiers terrestres et maritimes, le projet intitulé « 1 000 kilomètres de sentiers ». Le projet a démarré sur le Camino del Oleoducto, l'un des sentiers phares du pays en raison de son intérêt touristique, écologique et scientifique, qui est situé dans le parc national Soberanía. L'idée est de créer des espaces administrés collectivement et d'élaborer des programmes de formation et des plans de travail qui permettront l'entretien des sentiers. Le projet, d'une durée d'exécution de quatre ans, vise à protéger la nature et à diversifier l'économie rurale par le développement d'un secteur des loisirs de plein air et d'un tourisme écologique dans les zones protégées. En plus de couvrir les routes et sentiers, il inclura des zones plus proches des communautés et des réserves privées.

53. En 2022, la Direction panaméenne du tourisme a inauguré la première tranche de l'itinéraire Caldera dans la ville d'El Valle de Antón, qui comprend 30 kilomètres de sentiers le long desquels les populations locales ont été associées au projet en tant que parties prenantes. Des améliorations sont apportées à 177 kilomètres de sentiers dans tout le pays, en collaboration avec le Ministère de l'environnement et d'autres partenaires. Les travaux comprendront une adaptation appropriée dans les zones soumises à érosion et l'installation de bancs dans des aires de repos, de kiosques et de points de vue, ainsi que de 35 cartes et d'éléments de signalétique conçus et imprimés sur des supports résistants à l'eau. Le projet offre un bon exemple de collaboration entre divers acteurs du secteur privé, les autorités locales, les communautés environnantes et le pouvoir central.

54. En juin 2021, la Direction panaméenne du tourisme a présenté l'initiative « Le Panama autochtone » (*Panamá Indígena*) au coordonnateur national des peuples

autochtones. Il s'agit d'un circuit touristique figurant au nombre des itinéraires patrimoniaux définis dans le plan directeur pour un tourisme durable couvrant la période 2020-2025, en cours d'exécution, conçu pour faire connaître la vision du monde et les traditions de sept peuples autochtones, qui partageront avec les visiteurs leur respect de la nature, leur vision du monde, leurs pratiques culinaires et leurs danses et rituels.

55. En juin 2021, le Panama a été le premier pays à assurer la protection de 30 % de son aire marine, en plus d'avoir placé 33 % de sa zone terrestre sous un statut protecteur, ce qui en fait le chef de file du monde bleu, une distinction décernée aux pays qui parviennent à atteindre la cible 30x30 (protection de 30 % des terres et de 30 % des océans) du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal au niveau national ; il prévoit de continuer d'augmenter le pourcentage de sa zone protégée et de créer ainsi plus de possibilités de développer le tourisme bleu, les coraux étant mis en avant pour leur intérêt touristique. En mai 2022, le Panama a également été le premier pays de la région à mettre en place, dans le cadre législatif national, la protection intégrale des récifs de coraux, des écosystèmes et des espèces qui leur sont associées.

56. Des réalisations notables ont vu le jour dans le pays à l'occasion de la huitième conférence « Notre océan », qui s'est tenue à Panama en mars 2023. En vertu d'un décret national signé en juin 2021, la superficie de la zone protégée de Banco Volcán est passée de 14 201,13 à 93 390,71 kilomètres carrés, et comprend désormais quatre chaînes de montagnes sous-marines, des plaines abyssales et des formations géologiques associées à une riche biodiversité. Compte tenu de cet élargissement, plus de la moitié du territoire maritime panaméen (54,33 %) est à présent protégé, ce qui contribue à une offre de services touristiques reposant sur l'accès à la diversité des ressources naturelles fluviales et marines qui gagnent en visibilité.

57. La Direction panaméenne du tourisme continue de mettre en œuvre son programme d'expériences touristiques dans les communautés d'accueil, donnant la priorité au niveau national à des projets durables, permettant aux populations locales d'élaborer leurs offres touristiques selon un modèle de commercialisation immédiate et améliorant la formation et les infrastructures pour proposer aux visiteurs une expérience optimale. Le plan de tourisme communautaire vient en appui à un autre plan (*Plan Colmena*), par lequel les autorités s'efforcent de réduire les inégalités dans le pays. Au titre de ce dernier plan, des actions seront conduites dans au moins 10 communautés du pays, lesquelles recevront une aide à la mise au point de produits, à la planification des activités et à la prestation de services aux clients, de sorte à renforcer au niveau local un tourisme durable et participatif et à diversifier leurs économies sur le long terme.

58. Dans le cadre d'un projet de coopération, le Guatemala cherche à mettre en place un partage du savoir avec la République dominicaine, l'objectif étant de mieux gérer les destinations touristiques revêtant un caractère durable et respectant la culture locale et la biodiversité, par le renforcement des capacités et la mise en place de projets pilotes. Le projet vise à ancrer le savoir sur la conservation et l'usage durable de la biodiversité de façon pratique et expérientielle, au moyen d'un outil de contrôle de la biodiversité auquel des parties tierces aspirant à un même modèle de tourisme durable, résilient et respectueux de la biodiversité peuvent avoir accès.

59. L'Institut costaricien du tourisme œuvre avec le système national des secteurs à préserver à un programme de tourisme durable, contribuant à la conservation de la diversité biologique et à l'utilisation durable des ressources naturelles. Par ces travaux, il s'agit de consolider la gestion du tourisme durable dans le système national des secteurs à préserver afin de favoriser le développement socioéconomique et environnemental du pays. En outre, en 2022, il s'est avéré intéressant de renouveler

l'accord conclu entre le Ministère de l'environnement et de l'énergie et l'Institut costaricien du tourisme, lequel permettra de moderniser les infrastructures des zones protégées, ainsi que de mettre au point de nouveaux moyens de croissance et de diversification des produits touristiques, et de faire participer les communautés locales à la gestion des zones protégées par le tourisme. En 2023, il est prévu que des travaux soient menés sur une superficie de 2 907,5 mètres carrés dans le parc national de Tenorio Volcano.

E. Élaborer des synergies et des initiatives visant à la recherche de solutions face aux changements climatiques, à la promotion de l'énergie propre et au développement d'un tourisme résilient

60. Les programmes de l'Institut costaricien du tourisme, ainsi que ses multiples alliances avec d'autres institutions, sont conformes à la plupart des objectifs de développement durable. On peut citer l'accord avec le Fonds national de financement des forêts, par lequel les touristes ont la possibilité de compenser leur empreinte carbone en contribuant à un programme de services environnementaux. Ce programme favorise l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et la protection de la diversité biologique à des fins de conservation et d'utilisation durable des ressources, ainsi que la préservation des ressources naturelles et de la beauté des paysages. En octobre 2022, 893 crédits d'émission de carbone avaient été compensés.

61. Le Nicaragua est particulièrement vulnérable aux effets des changements climatiques. Afin d'améliorer la résilience de sa population aux effets des changements climatiques, le pays a mis en place une politique nationale ad hoc, dont les principaux objectifs sont la contribution à la lutte contre la pauvreté et la réalisation d'un développement humain durable, par conséquent l'édification d'une société mieux préparée à remédier auxdits effets. Cette politique se fonde sur une économie sobre en carbone reposant sur des processus et des services de production durable du point de vue environnemental, social et économique, alimentée par le savoir et l'innovation. Elle préconise aussi d'accroître les capacités de la population et de lui offrir davantage de possibilités, ainsi que de préserver le patrimoine naturel du pays et de l'utiliser de manière responsable, dans le respect de l'environnement et de la planète et en harmonie avec eux.

62. La politique nicaraguayenne relative aux changements climatiques comporte un chapitre traitant de l'adaptation et de la résilience des systèmes de production agricole, ainsi que des activités touristiques, dans lequel il est préconisé d'intégrer de manière transversale la gestion climatique dans les activités, les établissements et les destinations touristiques, ce qui implique que les parties prenantes s'engagent à mettre en œuvre un modèle de tourisme durable et résilient. Les principales lignes d'action concerneront la promotion de la durabilité en tant que valeur ajoutée des activités touristiques, y compris l'adaptation à la variabilité et aux changements climatiques, parmi d'autres mesures telles que la prise en compte desdites activités dans les unités de production.

63. Le Nicaragua a mis en œuvre des mesures spécifiques en matière d'énergie renouvelable afin d'encourager le tourisme durable dans le pays. Plus de 60 bornes de recharge pour les véhicules électriques ont été installées dans tout le pays, ce qui devrait représenter un facteur d'attraction pour le tourisme dans la région de l'Amérique centrale. En outre, le pays s'est doté d'un parc solaire situé à Corn Island, sur la côte Sud des Caraïbes, qui approvisionne en énergie l'île entière et crée un précédent en ce qui concerne son autonomie. Le tourisme est la seule activité économique de l'île.

64. Afin d'améliorer la couverture du réseau électrique national, le Nicaragua a mené plus de 9 535 projets d'électrification depuis 2007 et a étendu l'approvisionnement en électricité à 1,2 million de foyers, soit un taux actuel de couverture de 99,1 % qui fera date, ce qui facilite le développement d'infrastructures et de services touristiques. Ce changement dans la structure de la consommation énergétique et la mise à profit de ses sources d'énergie propre disponibles à des fins d'incitation touristique rendent le Nicaragua également plus attractif pour les voyageurs adeptes du tourisme durable et responsable. Durant les cinq premiers mois de 2022, 70,02 % de l'énergie a été produite à partir de ressources renouvelables.

65. En 2021, le Panama a adopté une norme technique (*Reduce tu huella corporativa-carbono*) qui vise à la réduction de l'empreinte carbone des entreprises, une plateforme virtuelle ayant été créée à cette fin. Il s'agit du premier programme étatique de gestion de l'empreinte carbone et de l'empreinte eau mis en œuvre au niveau institutionnel dans le pays. Ce programme normalise le processus de définition, de calcul, de communication des données et de contrôle pour ce qui est des deux empreintes susmentionnées relatives aux opérations des entités publiques et privées et des organisations de la société civile enregistrées dans le pays.

66. Au Panama, dans le cadre du programme relatif au développement urbain global et intégré des villes touristiques, financé par la Banque interaméricaine de développement, de nouveaux investissements ont été réalisés dans la gestion globale des déchets solides pour six destinations touristiques. Compte tenu de l'importance que revêt la gestion des déchets dans le développement du tourisme, la Direction panaméenne du tourisme s'emploie à améliorer la collecte et l'élimination en règle des déchets dans six destinations prioritaires figurant dans le plan directeur du tourisme durable pour la période 2020-2025, à savoir Bocas del Toro, Boquete, Pedasí, Santa Catalina, Taboga Island et Tierras Altas.

IV. Autres actions en faveur de la durabilité dans la région

A. Certification et systèmes normalisés en matière de développement durable

67. Le système intégré centraméricain de qualité et de durabilité est le premier label de qualité du tourisme dans la région¹⁴. Il s'applique aux microentreprises et petites et moyennes entreprises du secteur touristique, dans une vaste gamme d'activités telles que l'hébergement, la restauration, la location de véhicules, l'organisation de voyages et la tenue de manifestations thématiques. Dans le cadre du système intégré de qualité et de durabilité, le Secrétariat pour l'intégration touristique centraméricaine élabore et uniformise des règles et procédures, fournissant une aide aux pays dans la gestion du système et mettant en avant le label sur les marchés internationaux.

68. Le Honduras, le premier pays d'Amérique centrale qui a adopté le système intégré centraméricain de qualité et de durabilité, compte actuellement 43 entreprises certifiées (hôtels et restaurants) et héberge ledit système depuis 2019. Le bureau, qui fait office de siège principal pour les pays ayant adopté le système, facilite la mise en œuvre de celui-ci et la prise de décisions concernant la formation, les avis techniques, l'amélioration des normes et les règles de certification.

69. En 2023, le Honduras a commencé d'appliquer un label national de qualité dans le secteur du tourisme selon une stratégie axée sur la qualité et la compétitivité des

¹⁴ Voir à l'adresse suivante : <https://selloq.inguat.gob.gt/index.php/en/siccs-seal/what-is-the-siccs-seal>.

organisations administrant les services offerts dans les destinations. Dans le cadre de ce programme, déployé dans tout le pays, un suivi organisé de la qualité et de la compétitivité est assuré en continu dans le secteur touristique, les entreprises ayant de bonnes pratiques de tourisme durable en matière de gestion et de fonctionnement pouvant prétendre à l'obtention du label. Le processus suivi au niveau national prépare les entreprises à postuler ensuite pour un label de qualité régional comme le système intégré centraméricain de qualité et de durabilité.

70. Depuis 2021, une assistance technique a été fournie aux comités locaux honduriens mettant en œuvre le programme écologique Pavillon bleu dans les destinations touristiques suivantes : La Ceiba et Tela (province d'Atlántida) ; Roatán, Santos Guardiola et Utila (province des Islas de la Bahía) ; Santa Fe et Trujillo (province de Colón) ; Gracias (province de Lempira) ; Lago de Yojoa. Ce programme vise à l'attribution d'un label marquant la reconnaissance des efforts et du travail fournis à titre volontaire par les comités locaux en matière de conservation et de développement, en conformité avec la protection des ressources naturelles, les actions menées face aux changements climatiques, l'amélioration des conditions sanitaires et de l'hygiène et le renforcement de la santé publique sur le plan local.

71. Le Nicaragua continue de promouvoir les processus de certification de la qualité et de la durabilité du tourisme sur la base des bonnes pratiques de gestion appliquées par les entreprises du secteur. Ces pratiques permettent aux entreprises d'améliorer le niveau de satisfaction des touristes, d'offrir des services de qualité, d'accroître la rentabilité et la compétitivité, d'entretenir la motivation de la main d'œuvre et de développer une culture du perfectionnement permanent. Durant la période 2021-2022, 277 entreprises au total ont obtenu le label de qualité « Moderniza ». En outre, 788 entreprises ont obtenu la vignette « Safe travels » du World Travel and Tourism Council, et deux entreprises sont en passe d'être certifiées par le système intégré centraméricain de la qualité et de la durabilité. Enfin, 12 515 entreprises ont signé le Code de conduite pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle dans le tourisme et l'industrie des voyages.

72. Le Guatemala s'emploie à faire en sorte que le secteur du tourisme adopte des critères de qualité et de durabilité par la mise en place de divers programmes de certification, tels que le « label Q » (Sello Q) pour les hôtels, restaurants, voyagistes et sociétés de transport, et le « label vert Q » (Sello Q Verde) pour les zones protégées et les parcs nationaux. Ces deux labels sont attribués par l'Institut guatémaltèque du tourisme à des prestataires de services, en reconnaissance de leur volonté d'appliquer des normes de qualité et de durabilité, et donc de mettre en place des contrôles des processus et des services, qui visent à assurer la satisfaction des touristes et la sûreté et le confort des installations.

73. À l'échelle de l'Amérique centrale, le Guatemala collabore avec le Secrétariat pour l'intégration touristique centraméricaine par l'intermédiaire du système intégré centraméricain de qualité et de durabilité en vue d'adapter les critères propres au tourisme durable de qualité, l'objectif étant d'en tirer un profit maximum pour la gestion des destinations et de réduire au minimum les retombées négatives dans les domaines économique, environnemental et socioculturel. À ce jour, 49 entreprises de tourisme guatémaltèques ont été certifiées au plus haut niveau par le système intégré centraméricain de qualité et de durabilité.

74. Au Costa Rica, un programme de certification de la durabilité du tourisme permet de fournir aux entreprises des directives pour les aider à élaborer leur modèle d'activité en se fondant sur les bonnes pratiques existant dans le domaine. La norme de certification a été reconnue en 2020 par le Conseil mondial du tourisme durable. En 2022, le nombre d'entreprises certifiées a augmenté de 87 % par rapport à 2021 pour atteindre 58 (27 à un niveau de base et 31 à un niveau d'excellence). L'Institut

costaricien du tourisme s'est doté d'une stratégie de sensibilisation à la durabilité qui est déployée dans le cadre d'entretiens spécialisés. En plus des sessions de formation en présentiel et d'autres méthodes contribuant au perfectionnement des professionnels du secteur, l'Institut a mis en service la plateforme « Capacita », un outil de formation en ligne qui vise au développement des compétences, à l'actualisation des connaissances et au renforcement des capacités des entrepreneurs nationaux. On dénombre au total 156 cours proposés, 6 179 personnes enregistrées et 13 058 formations suivies.

B. Développement du tourisme communautaire

75. Au Costa Rica, le programme de gestion intégrale des destinations touristiques vise à la coordination des efforts entre les autorités locales, les entrepreneurs du secteur et l'Institut costaricien du tourisme, l'objectif étant de favoriser une gestion intégrée des destinations touristiques et de renforcer le processus à l'échelon local afin de créer les conditions propices à une meilleure compétitivité desdites destinations. Le programme est associé à des objectifs tels que l'élaboration de plans de développement du tourisme par des équipes multidisciplinaires dans les centres de développement et la fourniture d'une aide aux acteurs locaux dans la réalisation des objectifs fixés dans les plans de gestion. En 2022, six de ces plans avaient été élaborés, l'un deux ayant été remis à la ville de La Fortuna de San Carlos. Il est prévu que les autres plans soient livrés en 2023 et que des travaux commencent pour doter trois destinations supplémentaires du leur.

76. En février 2022, le Panama a réaffirmé sa volonté d'œuvrer en faveur d'un tourisme durable en signant une déclaration sur le passage au tourisme de l'avenir. La déclaration, à laquelle ont souscrit les ministres du tourisme, les hauts responsables du secteur et les cadres supérieurs de Adventure Travel Trade Association, a été faite à l'occasion d'un événement, AdventureNEXT, organisé par cette association pour la première fois en Amérique centrale, au Panama. Elle fait suite à l'appel lancé par l'OMT aux pouvoirs publics et au secteur privé pour que ceux-ci réexaminent le développement du secteur à la lumière des conséquences de la pandémie. Lors de leur participation à une réunion intersectorielle en avril 2022, les ministres du tourisme et de l'environnement ont également adhéré à la déclaration, la communauté internationale s'y engageant à repenser le tourisme sous un angle plus responsable et à sortir de la pandémie en étant déterminés à se conformer davantage aux exigences d'un avenir durable, comme le demandent la planète et sa population.

77. En octobre 2022, la Direction panaméenne du tourisme, en collaboration avec Panama for Nature et l'OMT, a lancé un concours en matière de tourisme communautaire qui s'est terminé en mai 2023 avec la proclamation du gagnant, la communauté de Mata Oscura, dans la province de Veraguas, pour son offre relative à un itinéraire écologique dédié aux tortues (*Eco Ruta Tortuga*). Le concours était l'un de ceux organisés par l'OMT à l'intention des start-ups du secteur du tourisme et visait à stimuler la mise en place d'alliances stratégiques entre les voyageurs et les groupes communautaires aux fins de l'élaboration de nouvelles idées susceptibles de déboucher sur des expériences touristiques uniques et novatrices dans le pays, d'entraîner des retombées sur le développement économique durable des communautés concernées et, de manière simultanée, de redynamiser les processus de conservation et de régénération des trésors naturels et culturels. Les expériences sont considérées comme une possibilité d'élargissement de l'offre en produits uniques et transformateurs, conformément au plan national directeur du tourisme durable pour la période 2020-2025.

C. Accessibilité

78. Soucieux d'offrir des services inclusifs et des possibilités égales de participer à des activités touristiques, l'Institut guatémaltèque du tourisme, en association avec le Comité des personnes sourdes et aveugles du Guatemala, s'efforce de mettre en œuvre des actions et des programmes visant à un tourisme accessible et de faire prendre conscience aux prestataires de services et aux autorités locales dans les communautés d'accueil qu'il est important de fournir des services adaptés aux besoins des personnes handicapées. Pour ce faire, il a mis en place une formation technique et un programme d'interprétation de contenus permettant aux prestataires de services de première ligne de se familiariser avec la législation applicable, la terminologie en vigueur et les techniques, démarches et méthodes efficaces de communication.

79. En août 2022, aux fins d'un accès plus adapté des personnes handicapées et des personnes âgées aux sentiers des parcs nationaux Soberanía et Camino de Cruces, le Ministère de l'environnement, le Secrétariat national chargé des personnes handicapées et la Direction panaméenne du tourisme ont conduit une tournée d'inspection en vue de pouvoir définir et élaborer les modalités appelées à présider à l'adoption de normes minimales de qualité et de sûreté applicables aux visiteurs handicapés et aux personnes âgées, ainsi que de favoriser la conception et la construction d'infrastructures écologiques à l'aide de pratiques et de matériaux respectueux de l'environnement.

V. Conclusions et recommandations

80. Le présent rapport fournit un aperçu des démarches et actions entreprises depuis l'adoption de la résolution 76/201 de l'Assemblée générale en 2021, mettant en évidence le fait que les pays de la région de l'Amérique centrale ont redoublé d'efforts pour développer le tourisme durable et le développement durable. Sous l'onde de choc provoquée par la pandémie de COVID-19, les États Membres accomplissent des progrès notables sur la voie du relèvement, adoptant une démarche intégrée et globale visant à faire en sorte que le secteur produise des bénéfices pour les économies et la conservation de la diversité biologique, réduise sa considérable empreinte environnementale et climatique et contribue au développement et à la croissance économique de la région. L'accent est mis avant tout sur les moyens d'accroître la résilience du secteur, en particulier dans les pays de la région qui sont dépendants du tourisme.

81. Les États Membres ont rendu compte des actions et initiatives mises en œuvre pour associer les groupes les plus vulnérables de la population à la prise de décisions en matière de tourisme, et des progrès réalisés à cet égard, soucieux d'adopter une approche plus décentralisée et participative du tourisme qui ne laisse personne de côté et de faire en sorte que les retombées économiques de l'activité touristique profitent au plus grand nombre, en particulier aux populations rurales, aux communautés locales et aux peuples autochtones. Cette approche doit également permettre l'avancement des femmes et des filles et offrir des possibilités aux jeunes.

82. Le tourisme contribue à la réduction de la pauvreté par la création d'emplois et les possibilités qu'il offre en matière d'entrepreneuriat, en particulier au bénéfice des jeunes, des femmes, des peuples autochtones et des communautés défavorisées. Les pays ont besoin d'être appuyés dans les efforts qu'ils déploient pour que le secteur apporte une contribution maximale au développement économique et social et soit inclus dans les stratégies rurales, comme c'est le cas du tourisme communautaire qui vise à améliorer les

conditions de vie, à soulager la pauvreté et à fournir d'autres sources de revenus aux membres de la communauté tout en développant les ressources locales, culturelles et naturelles et en les revalorisant.

83. Par sa nature transversale, le tourisme, grand consommateur de main-d'œuvre, établit des passerelles avec nombre d'autres secteurs économiques et occupe une place de choix en tant que contributeur aux stratégies nationales de développement de plus vaste portée. Il importe, en conséquence, d'appréhender le développement durable du tourisme sous un angle global et multisectoriel, en stimulant la protection et l'autonomisation des peuples et des groupes de population dans le cadre d'efforts coordonnés et concertés.

84. Afin que le tourisme continue de soutenir une croissance économique inclusive et de concourir au développement durable, il est fondamental d'entretenir la participation communautaire, en particulier parmi les femmes, les filles et les jeunes, et de contribuer à fortifier les conditions de l'activité commerciale, à mettre en place des réseaux institutionnels et à renforcer les capacités des microentreprises et petites et moyennes entreprises, qui constituent la colonne vertébrale du secteur du tourisme dans de nombreux pays.

85. Les États Membres s'emploient à mettre en œuvre une série d'initiatives visant à promouvoir les énergies renouvelables propres et à remédier aux effets des changements climatiques et à la pollution, ce qui passe par la promotion de l'intégration transversale de la gestion du climat dans les activités et les destinations touristiques, et la mobilisation active des acteurs du domaine en faveur d'un modèle de tourisme durable et résilient.

86. L'urgence qu'il y a à régler la triple crise planétaire, en particulier les problèmes liés aux changements climatiques, à la perte de biodiversité et à la pollution, et l'ampleur de cette tâche exigent de nouvelles actions des décideurs politiques et de la société dans son entier. Remédier aux effets des changements climatiques demeure un défi d'envergure mondiale et il est donc essentiel que le secteur du tourisme transforme son modèle d'activité à des fins d'action climatique, de sorte à agir conformément aux objectifs fixés par la communauté internationale et à accélérer la réduction à zéro des émissions de carbone dans le futur.

87. Il est tout aussi essentiel de s'attaquer aux problèmes mondiaux tels que la perte de biodiversité à la fois pour la planète et le secteur du tourisme, dont la compétitivité dépend d'écosystèmes en bonne santé. Des efforts considérables continuent d'être déployés dans la région pour rendre le secteur plus durable et assurer la conservation à long terme et l'utilisation viable de la biodiversité, par un ensemble de mesures concernant les zones protégées des pays et la gestion durable des ressources naturelles, et des projets et initiatives susceptibles d'accroître la sensibilisation à l'environnement et l'action collective, et utilisant les pratiques de tourisme durable en tant qu'agent de changement.

88. La pandémie mondiale a également fait porter une attention prioritaire au plus haut niveau à la résilience du secteur du tourisme, ce qui a constitué une incitation à mieux intégrer le tourisme dans les plans nationaux de développement durable à caractère social, environnemental et économique, et à appliquer des mesures concrètes à la fois inclusives et équitables, conformes au Programme de développement durable à l'horizon 2030.